

partie du coût, il permet au gouvernement provincial de donner des salaires de \$5 et \$10 par mois.

L'hon. M. GORDON: Ce n'est pas là un salaire et il n'en a jamais été question.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

L'hon. M. HEENAN: Il est bien difficile, monsieur l'Orateur, de parler dans cette Chambre avec le vacarme qui se fait à l'extérieur. Je ne sais pas de quoi il s'agit; ce n'est pourtant pas aujourd'hui le 12 juillet, ni le 17 mars; ce doit plutôt être une fête écossaise, car j'entends la cornemuse. Si je ne m'abuse, le Gouvernement devrait comprendre qu'il doit démissionner.

L'hon. M. MANION: Vous entendez mal.

L'hon. M. STEVENS: Vous ne voyez pas bien les signaux, ce soir.

L'hon. M. LAPOINTE: Vous les verrez mieux demain.

L'hon. M. HEENAN: Avant la suspension de la séance, j'ai démontré les mauvais résultats de la politique du Gouvernement et comment il a vu le chiffre du commerce national tomber de \$1,768,000,000, pendant qu'il augmentait la dette nationale de \$400,000,000 et grevait le peuple d'impôts au point de l'écraser. J'ai rappelé qu'en présentant sa première mesure contre le chômage le premier ministre avait dit qu'il voulait donner du travail et des salaires; j'ai montré ensuite qu'il a modifié subséquemment sa manière de voir et a eu recours aux secours directs et qu'il revient de nouveau au système du travail et des salaires. J'ai exposé toutes les tergiversations du Gouvernement au sujet des principes régissant les salaires. J'ai fait voir que les premiers règlements établissaient un taux minimum de salaires, et qu'ensuite on les a modifiés pour fixer plutôt un salaire maximum. Avant l'ajournement, le ministre du Travail a fait une remarque que je n'ai pas comprise, mais je lui ferai remarquer que sa politique et celle du Gouvernement, en ce qui a trait aux salaires de \$5 et \$10 par mois, a été répudiée par les électeurs d'Oxford-Sud.

M. McINTOSH: Parlez-nous de Rennie!

L'hon. M. HEENAN: Le Gouvernement doit comprendre maintenant que les jeunes Canadiens ne veulent pas aller travailler dans les bois à \$5 et \$10 par mois et leur pension. Le premier ministre avait promis de les instruire pour leur permettre de prendre leur part à la vie publique du Canada; mais j'ai dans ma poche des chèques indiquant que l'on

[L'hon. M. Heenan.]

s'est borné à leur payer des salaires de \$5 et \$10 par mois. Enfin le Gouvernement a encore une fois changé d'idée; il va recommencer à payer des salaires et à donner du travail.

L'hon. M. MACKENZIE (Vancouver): Il est trop tard maintenant.

L'hon. M. HEENAN: Nous avons essayé pendant des années de faire honte au gouvernement de l'Ontario, qui est un gouvernement plutôt tory que conservateur, et il s'est enfin réveillé et promet des salaires de 25c. de l'heure à la veille des élections. J'ai reçu dans le courrier d'aujourd'hui le numéro du 11 avril du *Fort William Times Journal*. Le député provincial, M. Spence, parlait à une réunion publique. Que pensez-vous qu'il a dit?

M. GOLDING: Oxford-Sud.

L'hon. M. HEENAN: Ne vous préoccupez pas d'Oxford-Sud. Ecoutez, cela leur fera bien plus honte qu'Oxford-Sud:

Pour quelques-uns, l'augmentation équivalait à 235 p. 100 de leur salaire.

Voilà ce que disait le député provincial de Fort-William à un groupe de gens intelligents: je sais qu'ils le sont, puisqu'ils ont voté pour mon honorable ami. Il a dit à des travailleurs, sans honte, que le Gouvernement tory va maintenant relever leur salaire de 235 p. 100. Il ajoutait que les députés de Fort-William et de Port-Arthur avaient joué un grand rôle dans les mesures législatives adoptées récemment à l'égard des travaux de voirie. S'ils s'en attribuent le mérite à la veille des élections, ils doivent aussi accepter la responsabilité des chèques d'un sou donnés pour des salaires par le gouvernement ontarien, salaires versés depuis trois ans sans aucune protestation de leur part. Je laisse aux électeurs de Fort-William et de la région de décider s'ils se laisseront encore tromper: ils savent bien que, si, par miracle, le gouvernement ontarien revenait aux affaires, cinq minutes après les élections on leur donnerait de nouveau des salaires de famine. Le député de Fort-William peut (M. Manion) peut donc s'attribuer tout le mérite qu'il voudra à l'occasion de l'augmentation de 235 p. 100, de même que tout l'opprobre pour ce que j'ai appelé des salaires d'esclaves.

Un nommé Laverdure, envoyé d'Ottawa pour vivre aux dépens du public, a écrit au *Journal d'Ottawa* une lettre publiée dans le numéro du 16 février, et dans laquelle il me prend à parti à cause d'une affirmation que j'ai faite en cette enceinte. Il y racontait en somme que les gens ne travaillent pas; qu'on les traite comme les enfants; qu'ils man-